



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Dialogue international sur la migration 2018
Des partenariats novateurs et ouverts à tous
pour une bonne gouvernance mondiale des migrations

26-27 mars 2018, Siège des Nations Unies

Résumé des conclusions

La première session du Dialogue international sur la migration (IDM) 2018 de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) s'est tenue les 26-27 mars 2018 au Siège des Nations Unies à New York. Elle avait pour thème « Des partenariats novateurs et ouverts à tous pour une bonne gouvernance mondiale des migrations », s'inscrivant ainsi dans le prolongement de la réunion de bilan tenue à Puerto Vallarta (Mexique) en décembre 2017, ainsi que de l'IDM 2017, qui avaient souligné l'importance fondamentale des partenariats dans le domaine de la migration.

Cette session a rassemblé des représentants de gouvernements, d'organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales et régionales, des milieux universitaires, du secteur privé, d'organisations de la diaspora et de migrants, ainsi que de la société civile. Pendant deux jours, l'IDM a permis des échanges de vues fructueux sur la place centrale qu'occupent les partenariats dans les efforts de gouvernance des migrations déployés à l'échelle mondiale en vue de l'adoption d'un pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Le récent rapport du Secrétaire général des Nations Unies intitulé *Rendre les migrations bénéfiques à tous* indique que « la gestion des migrations présente un des défis les plus urgents et sérieux de la coopération internationale à notre époque », et relève le rôle essentiel de la coopération et des partenariats pour relever ce défi mondial. Cette session a été l'occasion d'examiner différents modèles de partenariat dans le domaine de la migration, et de montrer leur utilité en présentant certains des outils de gestion des migrations élaborés en coopération avec divers acteurs. Les participants ont souligné que le pacte mondial sur les migrations offre une occasion historique de mettre en commun des bonnes pratiques et des expériences de partenariats ouverts à tous et couronnés de succès à l'échelle locale, nationale, régionale et internationale, et d'évaluer les résultats obtenus et les difficultés rencontrées. Tout au long des deux jours de discussions, de nombreux participants ont

considéré qu'il s'agissait d'une occasion unique de prendre des engagements concrets pour transposer à une échelle plus grande des partenariats novateurs et performants.

Dans ses remarques liminaires, le Directeur général de l'OIM, William Lacy Swing, a affirmé la nécessité, aujourd'hui, de mettre l'accent sur des partenariats novateurs et ouverts à tous, rappelant que les partenariats sont nécessaires pour une bonne gouvernance des migrations. Les pays d'origine, de transit et de destination, ainsi que les régions, les Etats et les villes doivent unir leurs forces pour faire en sorte que les migrations soient sûres, ordonnées et régulières. Les partenariats doivent être inclusifs à tous les échelons et associer tous les acteurs, y compris les organismes des Nations Unies, la société civile et le secteur privé, et être novateurs pour garantir aux migrants un traitement éthique et une bonne intégration et pour relier entre eux les domaines de la migration et du développement.

Dans ses remarques formulées lors de la session d'ouverture, Henrietta Holsman Fore, Directrice générale de l'UNICEF, a fait observer que le défi auquel nous sommes tous confrontés est de faire en sorte que les personnes migrent en sécurité et par choix, pour qu'elles puissent ainsi exploiter au mieux les possibilités qui s'offrent à elles. A ce jour, on dénombre 50 millions d'enfants migrants, dont plus de la moitié fuient un conflit et cherchent désespérément une vie meilleure et plus sûre. Les enfants sont particulièrement vulnérables. Beaucoup n'ont pas d'autre choix que de risquer leur vie, à la merci de lois et de pratiques migratoires qui, souvent, provoquent l'éclatement des familles. L'UNICEF estime pouvoir former une alliance pour les enfants qui rassemblerait un grand nombre d'organisations dans le but de trouver des solutions concrètes pour les enfants migrants. Il s'agirait, entre autres : 1) d'élaborer des lois et pratiques soucieuses des enfants qui leur permettent de migrer en toute sécurité ; 2) de mettre fin à la détention d'enfants ; 3) d'améliorer les données disponibles sur les enfants migrants (l'UNICEF et l'OIM collaborent à cet effet) ; et 4) de prêter attention aux besoins des jeunes adultes (l'UNICEF lancera prochainement un rapport spécial sur les jeunes, dans l'espoir qu'il accélérera l'adoption de nouveaux programmes pour les jeunes migrants). Mme Holsman Fore a souligné que la migration requiert une collaboration entre gouvernements, institutions et communautés, chaque acteur apportant sa contribution. Il est nécessaire d'identifier les points forts et de transposer les solutions novatrices à plus grande échelle pour garantir l'avenir des enfants migrants.

Guy Ryder, Directeur général de l'Organisation internationale du Travail (OIT), a, dans son intervention d'ouverture, rappelé le caractère éminemment opportun de ces discussions sur les partenariats au regard des négociations en cours pour élaborer un pacte mondial sur les migrations. Faire en sorte que les migrations soient bénéfiques à tous est une entreprise urgente et ardue. Dans de trop nombreux pays, les travailleurs migrants sont confrontés à la discrimination et à la précarité de l'emploi, et l'exploitation est largement répandue. Faute de politiques fondées sur les normes internationales du travail, les migrants sont exposés à des conditions de travail médiocres, dénuées des protections fondamentales. L'OIT est déterminée à renforcer les droits des travailleurs migrants, et son programme prône des politiques qui garantissent la sécurité des travailleurs et l'égalité entre les sexes. L'OIT se félicite que des gouvernements reconnaissent les avantages de la migration de main-d'œuvre en encourageant

des pratiques de recrutement équitables et l'établissement de partenariats mondiaux pour les compétences. En outre, elle est consciente de l'utilité de dialogues sociaux tels que cette session de l'IDM, et espère que les discussions de cette journée permettront d'élaborer et d'appuyer de bonnes pratiques.

S'exprimant au nom de la ville de New York, Julie Bolcer, Commissaire adjointe en politique et communication à la Mairie de New York pour les affaires internationales, a présenté l'action menée par ses services pour fournir une aide aux immigrants, et leur collaboration étroite avec les Nations Unies et les consulats. Elle a souligné que New York est fière de ses immigrants ; environ 6 habitants sur 10 sont des immigrants ou des enfants d'immigrants. En 2017, la ville a coorganisé le premier sommet des maires sur ces derniers. Depuis, elle s'emploie avec des partenaires à poursuivre les travaux engagés sur les pactes mondiaux. Les maires comprennent la migration et savent que c'est à eux qu'il incombe d'assurer l'accès des immigrants aux services. Cependant, les villes ne peuvent gérer seules toutes les questions liées à la migration. Des partenariats s'imposent, qui poursuivent en priorité des objectifs d'équité et de sécurité pour les migrants.

La session suivante, intitulée « Mise en situation : Œuvrer de concert pour rendre les migrations bénéfiques à tous », a été modérée par le Directeur général de l'OIM, William Lacy Swing. La première oratrice a été Louise Arbour, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les migrations internationales, qui a souligné l'importance de bâtir des partenariats. Les partenariats existants au sein du système des Nations Unies font partie intégrante des négociations menées dans la perspective des deux pactes mondiaux, mais ils exigent aussi des Nations Unies qu'elles s'adaptent à certaines réalités du 21^e siècle. Elle a vivement engagé à centrer l'attention collective sur le vécu quotidien des migrants, en particulier des plus vulnérables d'entre eux. En définitive, la migration est une affaire individuelle et collective, si bien qu'il est dans l'intérêt de tous de l'appréhender selon une approche axée sur les personnes. Certaines questions relatives à la migration, telles que les inégalités dans et entre les pays et le volume des flux migratoires, requièrent une coopération renforcée. Pour que les migrations soient bénéfiques à tous, nous avons besoin de solides partenariats afin de garantir des migrations sûres, ordonnées et régulières.

José Graziano da Silva, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a contribué aux discussions par un message vidéo. Il a souligné que, s'il est essentiel de garantir des migrations sûres, ordonnées et régulières, cet objectif ne peut toutefois être atteint que si les personnes ont le choix de migrer. Ses services s'emploient à minimiser les facteurs d'émigration négatifs, tels que la pauvreté, l'insécurité alimentaire et le changement climatique, tout en s'efforçant de renforcer la résilience dans les communautés touchées. Dans ce contexte, les partenariats sont au cœur de l'action menée par la FAO. Il a évoqué l'importance d'intégrer l'agriculture et les gouvernements ruraux dans les partenariats existants et dans les négociations en vue du pacte mondial. El Habib Nadir, coprésidence du Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD) 2017-2018, a rappelé les dialogues précédemment organisés par le FMMD. Selon lui, trois défis clés se présentent aujourd'hui pour la migration : la vulnérabilité des migrants, la mobilité régionale et

la gouvernance des migrations. La question de la coopération internationale et de la gouvernance des migrations est prioritaire. Un pacte mondial sur les migrations garantira des migrations sûres, ordonnées et régulières à l'avenir. Cependant, une coopération internationale est nécessaire à cet effet. Aucun Etat n'est en mesure de gérer seul les migrations. Des politiques migratoires régionales s'imposent.

Raniero Guerra, Sous-Directeur général chargé du Groupe Initiatives spéciales à l'OMS, a montré clairement que les migrations sont prévisibles et que, par conséquent, les pays d'origine, de transit et de destination doivent y être préparés. Il a décrit les efforts concertés faits par l'OMS et l'OIM qui permettront aux deux organisations de collaborer à l'avenir sur des questions de migration. Elles procéderont à des évaluations sanitaires de migrants dans différents Etats, et établiront un plan d'action mondial qu'elles soumettront aux Etats pour acceptation en 2019. Parmi les nombreuses initiatives présentées par le Dr Guerra figure le plan d'action mondial de l'OMS pour la santé des migrants, qui devrait être prêt à la fin de 2018. Tim Martineau, Directeur exécutif adjoint en fonction de la branche Programme et Directeur chargé de la mise en œuvre de la Stratégie d'accélération, Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), a présenté le modèle de partenariat qui a acquis une place fondamentale dans la lutte contre le sida, et qui permet de tirer des enseignements pour la migration. Dans l'ensemble, la lutte contre le sida a enregistré de solides progrès, mais il reste encore beaucoup à faire sur la question du sida parmi les migrants. L'ONUSIDA a entrepris d'élaborer avec l'OIM la base de connaissances. Ensemble, les deux organisations ont également commencé à mettre en place des cadres de collaboration, notamment en Afrique australe et en Thaïlande.

Fatima Kyari Mohammed, Ambassadrice et Observatrice permanente de l'Union africaine auprès des Nations Unies à New York, a rappelé qu'émigrer là où se trouvent de meilleures ressources est un moyen de minimiser les risques pour les ménages. Actuellement, un consensus de plus en plus net se dégage dans la région en faveur de la libre circulation en plus du libre-échange. Il est très important que des politiques communes et convergentes existent à l'échelle régionale. S'il est possible de mener une action coordonnée et cohérente, elle débouchera sur des migrations bénéfiques à tous.

Après ces deux tables rondes introductives, les deux journées d'échanges se sont articulées autour de six sessions et de deux tables rondes traitant d'un large éventail de thèmes, comme suit : 1) œuvrer de concert pour fournir des données à l'appui de la formulation de politiques de migration ; 2) adopter des approches communes en matière de gouvernance des migrations ; 3) nouer des partenariats pour atteindre les objectifs de développement durable se rapportant à la migration ; 4) éclairages nationaux et régionaux sur la réalisation des ODD ; 5) l'élimination du travail forcé, de l'esclavage moderne et de la traite d'êtres humains ; 6) agir ensemble pour fournir assistance et protection aux migrants en situation de vulnérabilité ; 7) coopérer à l'échelle locale : chances et défis ; et 8) nouer des partenariats associant l'ensemble de la société pour une bonne gouvernance des migrations.

Les tables rondes ont réuni 47 orateurs et modérateurs, représentant un ensemble équilibré de responsables politiques et de spécialistes des questions de partenariat et de gouvernance des migrations. La composition des tables rondes reflétait elle aussi un bon équilibre géographique et entre les sexes, puisque les orateurs comprenaient seize femmes et représentaient presque toutes les régions du monde. Chacune des tables rondes a été suivie d'un temps de questions et de commentaires pendant lequel de nombreux représentants étatiques et non étatiques ont fait part de leur expérience en matière de partenariats novateurs et inclusifs.

Le Directeur général de l'OIM, William Lacy Swing, et la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les migrations internationales, Louise Arbour, ont formulé des remarques de clôture. Louise Arbour a évoqué le sentiment positif qu'a suscité l'idée d'un renforcement des partenariats durant les deux jours de débats. Alors que le Programme 2030 incarne un projet de développement ambitieux pour le 21^e siècle dans lequel la migration est un moyen de réduire les inégalités, les partenariats revêtent une importance capitale et ne rognent pas sur la souveraineté des Etats. Les partenariats permettent d'établir la confiance et peuvent apporter de réels avantages en influençant de façon positive la coopération entre différents groupes. C'est par la collaboration que prend corps l'inclusion porteuse de transformations, car aucun Etat ne peut réussir seul. Nous sommes plus efficaces en agissant en partenariat plutôt qu'isolément.

Dans ses remarques de clôture, William Lacy Swing est revenu sur quelques messages clés de la réunion. Premièrement, il est fondamental, pour une bonne gouvernance des migrations, que tous les acteurs, y compris les jeunes, se concertent et coopèrent à l'échelle mondiale. Des partenariats et une coopération véritables et intégrés sont indispensables pour répondre aux besoins des migrants et de leur famille. Ces partenariats permettent de créer de nouveaux liens, qui promouvront et faciliteront une gouvernance efficace de migrations sûres, ordonnées et régulières. Deuxièmement, il est nécessaire de disposer de données et d'analyses sur la migration pour élaborer des politiques performantes. Bien que le processus décisionnel soit guidé par des statistiques, il y a lieu de communiquer les données qui sous-tendent ces statistiques. Le renforcement des capacités à cet égard revêt une importance capitale. De fait, l'OIM et ses organisations partenaires ont commencé à s'atteler à cette tâche en créant le Centre mondial d'analyse des données sur la migration et la Matrice de suivi des déplacements. Troisièmement, les groupes régionaux et les processus consultatifs sur la migration contribuent de manière déterminante à faire mieux comprendre la migration et à développer la coopération inter-Etats sur les questions y afférentes, comme en témoignent de nombreux exemples, dont la Conférence régionale sur la migration et le FMMD. Quatrièmement, il y a lieu d'intensifier les efforts visant à éliminer le travail forcé, afin que les droits des migrants soient protégés. Même si ce point est pris en considération dans les négociations actuelles relatives au pacte mondial sur les migrations, il incombe toutefois aux Etats, aux organisations internationales, au secteur privé et à la société civile de continuer à œuvrer de concert pour éradiquer toutes les formes d'esclavage moderne et de travail forcé. Les migrations sont une source de développement importante dès lors qu'elles sont ordonnées, sûres et régulières. Cinquièmement, loin d'être une crise, la migration est une réalité à gérer et à gouverner. Lorsque des relations de confiance sont établies et maintenues entre les Etats et d'autres, les

migrations sont bien gérées. En conséquence, la migration n'est pas une crise mais une réalité que nous pouvons apprendre à gérer de façon humaine et appropriée dans le cadre de partenariats.

Un résumé des principales conclusions et des points de convergence clés est donné ci-après sur la base des observations reproduites plus haut et de celles formulées au cours des discussions menées durant les deux journées.

Il est fondamental et indispensable que tous les acteurs de la scène migratoire se concertent et coopèrent sur les questions de gouvernance des migrations à l'échelle mondiale. Tous les participants ont réitéré leur attachement à ce point. De l'avis général, les partenariats inclusifs et novateurs sont les moyens les plus efficaces et efficaces de gérer la migration. Outre Guy Ryder, de l'OIT, qui s'était exprimé lors de la session d'ouverture, de nombreux Etats se sont déclarés favorables à cette idée, y compris la Fédération de Russie, le Mali, le Chili, l'Erythrée, le Panama, l'Ethiopie, l'Equateur, le Bélarus et le Bangladesh. Maria Manuel Leitao Marques, Ministre de la présidence et de la modernisation administrative du Portugal, a décrit le soutien apporté par son pays au dialogue mondial. Aujourd'hui pays d'origine et de destination pour les migrants, le Portugal a obtenu d'excellents résultats en matière d'intégration en créant et en utilisant des réseaux de soutien nationaux qui permettent aux collectivités locales, aux ONG et à d'autres organisations de collaborer.

Daniela Morari, Secrétaire d'Etat au Ministère des affaires étrangères et de l'intégration européenne de la République de Moldova, a parlé de l'importance de dialoguer et de collaborer, et a présenté le Partenariat pour la mobilité conclu entre l'Union européenne (UE) et la République de Moldova. Ce mécanisme, qui est dans sa dixième année d'existence, compte environ 119 projets en cours, ce qui fait de lui le plus grand partenariat pour la mobilité de l'UE. Il a permis à la République de Moldova de mettre en commun des expériences avec des pays participant à d'autres partenariats pour la mobilité de l'UE, d'établir des relations avec les Etats membres de l'UE signataires de la déclaration commune sur un partenariat pour la mobilité entre l'UE et la République de Moldova, ainsi qu'avec les institutions de l'Union européenne. Il a également appuyé le renforcement des capacités institutionnelles et la rédaction d'une législation dans ce domaine. Une conférence se tiendra en juin pour évaluer les progrès réalisés au titre de ce partenariat et pour définir la voie à suivre. Ce n'est là qu'un exemple des partenariats inter-Etats qui sont importants pour une bonne prise en main du phénomène migratoire. En outre, des organisations de la société civile, dont des ONG et des syndicats, se sont également déclarées favorables à un dialogue à l'échelle mondiale. Jurgen Schültz, Ambassadeur et Représentant permanent adjoint de l'Allemagne auprès des Nations Unies, s'exprimant au nom de la coprésidence allemande du FMMD 2017-2018, a dit que l'IDM de cette année offre d'importantes occasions de débattre des moyens de promouvoir collectivement la coopération internationale, qui est l'une des idées maîtresses d'un pacte mondial sur les migrations. Le FMMD est déterminé à réunir toutes sortes d'acteurs pour examiner les corrélations entre la migration et le développement. S'exprimant en qualité de représentant de l'Interface des entreprises du Forum mondial sur les migrations et le développement, Peter Robinson, Directeur général et Président du Conseil des Etats-Unis pour

le commerce international, a souligné les liens étroits qui existent entre l'activité économique et des régimes de migration bien réglementés.

Alkali Kallay Musa Conteh, Directeur du Bureau des affaires de la diaspora au Ministère des affaires politiques et publiques de la Sierra Leone, a parlé de l'importante diaspora sierra-léonaise et de la collaboration qu'entretient le pays avec ses partenaires pour faire face à cette tendance migratoire. Grâce à une collaboration avec l'OIT et l'OIM, une cartographie de la diaspora a été établie, qui portait en particulier sur les personnes hautement qualifiées. L'objectif est de renforcer les réseaux entre les pays d'origine et les organisations de la diaspora, et d'améliorer les services offerts aux migrants. La Sierra Leone a également mis en place avec succès un programme de formations dispensées par des médecins de la diaspora à des étudiants de communautés rurales mal desservies.

Ignacio Packer, Directeur exécutif du Conseil international des agences bénévoles, a montré en quoi le rôle et l'ancrage de la société civile sur la scène migratoire se sont renforcés ces dernières décennies. Semhar Araia, Fondatrice et Directrice générale de Diaspora African Women's Network, a présenté des partenariats multipartites au sein de la diaspora qui, en définitive, ont contribué à une atténuation de la pauvreté. Eve Geddie, Directrice adjointe de la Plateforme pour la coopération internationale concernant les sans-papiers, a expliqué comment la société civile et les Etats peuvent collaborer pour garantir la protection des travailleurs migrants dépourvus de documents en Allemagne et offrir des alternatives à la détention de migrants. Enfin, Takgon Lee, Avocat, Fondation Dongcheon, Comité des organisations de la société civile de la République de Corée, a indiqué comment la société civile peut aussi œuvrer au service d'un large éventail d'intérêts, sans se focaliser sur ceux propres à une organisation. En l'occurrence, grâce à la création d'une réserve d'avocats bénévoles formés, les intérêts des migrants et les questions y afférentes peuvent désormais être représentés dans les tribunaux et les cadres de consultation avec le Gouvernement de la République de Corée.

Des données et des analyses sur la migration sont indispensables à une bonne formulation des politiques. A l'heure actuelle, il reste beaucoup à faire pour rassembler les sources de données existantes, recueillir de nouvelles données et partager les données. La première session a été consacrée aux moyens de collaborer pour fournir des données à l'appui de la formulation de politiques de migration. John Wilmoth, de la Division de la population au Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, a évoqué différents partenariats, dont des initiatives conjointes de l'UNICEF et de l'OIM en matière de données sur la migration, et un nouveau portail de données destiné à l'analyse des migrations mondiales. Ndioro Ndiaye, Ministre conseillère auprès du Président de la République du Sénégal, a fait valoir que si les statistiques guident le processus décisionnel, il faut néanmoins veiller à ce que les données disponibles soient partagées. Elle a souligné les difficultés que rencontre son pays pour réunir des données fiables, faute d'un système de collecte de données mais aussi en raison de lacunes dans le domaine des technologies et de la communication. Elle a estimé que les pays africains doivent investir de manière adéquate dans l'élaboration d'une politique ouverte et cohérente de collecte et de gestion de données.

Mark Hereward, Directeur associé de la Division des données, de la recherche et des politiques à l'UNICEF, a évoqué un récent appel à l'action lancé par l'UNICEF, l'OIM, le HCR, l'OCDE et Eurostat pour ventiler les données sur la migration par âge et par sexe, partager les données et coordonner les efforts de collecte dans les pays et par-delà les frontières. Il a présenté des mesures prises pour renforcer la collecte et l'hébergement de données à l'échelle nationale, pour améliorer la protection offerte sur la base de systèmes de données renforcés, et pour élaborer et mettre en œuvre des garanties strictes durant la collecte, le stockage et l'utilisation de données. Il a dit que l'OIM est un partenaire clé dans ces domaines. Frank Laczko, Directeur du Centre d'analyse mondial des données sur la migration de l'OIM, a souligné que les données n'ont aucune valeur en soi, à moins d'être dûment utilisées pour éclairer les politiques. Il a cité quatre initiatives conjointes récentes, parmi lesquelles le Forum international sur les statistiques migratoires, organisé par l'OIM avec l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) et le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES), et le Portail sur les données migratoires mondiales annoncé par le Ministère des affaires étrangères de l'Allemagne, qui est élaboré en partenariat avec plusieurs institutions des Nations Unies sur la base de l'idée selon laquelle il faut faire un meilleur usage des données existantes avant d'investir dans de nouvelles capacités de données.

Les partenariats et les approches associant différents secteurs à l'échelon des villes, des Etats, des régions et du monde sont une condition indispensable à la réalisation des objectifs de développement durable se rapportant à la migration. Des orateurs ont présenté des initiatives associant étroitement des acteurs non étatiques, tels que le secteur privé, la société civile, les milieux universitaires et autres, pour promouvoir la mise en œuvre du Programme 2030. Luis Miguel Hincapié, Vice-Ministre des relations extérieures au Ministère des relations extérieures du Panama, a fait part de son expérience en tant que Président de la Conférence régionale sur la migration en Amérique centrale. Les pays membres de la Conférence mettent en commun de bonnes pratiques migratoires et nouent d'importants partenariats avec l'UNICEF, l'OIM, l'OIT, le PNUD et d'autres organismes des Nations Unies, ainsi qu'avec le Réseau régional des organisations civiles sur les migrations et d'autres acteurs de la société civile. Cette approche régionale vise à faciliter la coordination sur les questions migratoires dans l'ensemble de la région. Panama, qui assure la présidence de la Conférence en 2018, a proposé, comme thème central pour cette année, « Les objectifs de développement durable : vers une gouvernance des migrations ».

Jose Luis Jacome, Vice-Ministre de la mobilité humaine de l'Equateur, a réaffirmé la détermination de son Gouvernement à ne laisser personne de côté dans la réalisation du développement durable, ainsi que la nécessité d'agir fermement pour combattre les inégalités. Il a montré comment des partenariats interrégionaux ou noués entre l'échelon local et l'échelon régional ont permis d'adopter des mesures qui garantissent la protection des droits des migrants et promeuvent la libre circulation. Conjointement avec l'OIM, l'Equateur collabore avec des gouvernements locaux pour mettre en œuvre un projet intitulé Mobilité humaine. S'exprimant au nom de Rajitha Senaratne, Ministre de la santé et de la médecine indigène de Sri Lanka, Sabarullah Khan, Ambassadeur et Représentant permanent adjoint de Sri Lanka auprès des Nations Unies à New York, a défendu une approche régionale et dynamique pour

comprendre la façon dont la mobilité influe sur la santé. Sri Lanka collabore actuellement avec le Bangladesh et d'autres Etats, ainsi qu'avec des partenaires de différents secteurs à Sri Lanka, comme l'équipe spéciale nationale sur les migrations, le secrétariat aux migrations et à la santé, et le comité directeur national chargé de la santé dans le contexte migratoire.

Osman Toprak, Maire-adjoint de Gaziantep (Turquie), a expliqué comment cette zone métropolitaine a collaboré avec différents quartiers pour améliorer l'intégration des réfugiés syriens. Gaziantep compte 350 000 réfugiés syriens enregistrés, ce qui signifie que la demande de logements, d'éducation, de transport et d'autres services est extrêmement forte. Grâce à sa collaboration avec le Gouvernement national, ainsi qu'avec les autorités locales de la zone métropolitaine, Gaziantep a déjà enregistré un succès au moins : 92 % des enfants syriens de la zone sont inscrits à l'école primaire. Ce pourcentage est supérieur au taux de scolarisation qui prévalait en Syrie avant la guerre, estimé à 85 %. Un renforcement des capacités locales, couplé à un soutien national, est donc crucial pour obtenir des résultats. La municipalité métropolitaine de Gaziantep considère que les réfugiés représentent un potentiel humain important pour la communauté.

D'autres orateurs ont souligné l'importance de la coopération entre les communautés locales et les gouvernements fédérés et nationaux pour atténuer les difficultés et offrir des perspectives aux migrants. Filip Decorte, Directeur adjoint du Bureau de liaison d'ONU-Habitat à New York, a fait remarquer que si les politiques sont définies au plan national, c'est à l'échelon local que se déroule le quotidien des migrants. Edward Terry, Maire de Clarkston (Etats-Unis d'Amérique), a décrit la bonne intégration des migrants dans sa ville, soulignant la coopération menée entre de nombreux responsables et entre différentes générations. Abdoulaye Mar Dieye, Sous-Secrétaire général des Nations Unies et Directeur du Bureau des politiques et de l'appui aux programmes au PNUD, a également expliqué que le financement décentralisé joue un rôle déterminant dans la coopération et les partenariats locaux visant à renforcer les capacités des migrants. Eloisa de Sousa Arruda, Secrétaire en charge des droits de l'homme et de la citoyenneté à São Paulo (Brésil), a relevé que dans cette ville où vivent des migrants de plus de 150 nationalités, d'importants acteurs politiques ont mis en place des politiques qui favorisent l'inclusion des migrants à la faveur de programmes linguistiques, de services sociaux, et d'une participation au conseil municipal. Anis Hidayah, Chef du Migrant Studies Research Center Migrant Care, en Indonésie, a présenté la collaboration établie par le Gouvernement central et les collectivités locales avec des acteurs de la société civile pour protéger les travailleurs migrants, en leur proposant des services publics et en promouvant des pratiques éthiques dans le placement des travailleurs migrants étrangers.

Il reste encore beaucoup à faire dans le domaine du travail forcé et de la traite. S'il est vrai que certains partenariats mondiaux s'attaquent déjà à ces problèmes, il n'en reste pas moins que les abus dans le système migratoire doivent être éradiqués. Bradley Myles, Directeur général de Polaris, a présenté des efforts mis en œuvre pour améliorer les données sur les victimes de la traite d'êtres humains, ainsi qu'un partenariat novateur qui venait d'être établi. Polaris et l'OIM ont en effet instauré la première collaboration en matière de données sur la lutte contre la traite. Plus de 50 000 dossiers de données sont disponibles pour être analysés, et

les deux organisations ont entrepris d'inviter d'autres institutions des Nations Unies, les milieux universitaires et des organisations de la société civile à collaborer à cet égard. Pour sa part, Geoffrey Shaw, Ambassadeur d'Australie chargé de la lutte contre le trafic illicite de personnes et la traite d'êtres humains, a relevé que le secteur privé est de plus en plus conscient des risques afférents aux chaînes d'approvisionnement et qu'il est nécessaire de nouer des partenariats avec les entreprises pour s'atteler à cette question. Des partenariats novateurs ont été présentés, parmi lesquels l'Alliance 8.7, qui réunit l'OIT, l'OIM et d'autres organismes des Nations Unies, la société civile et des gouvernements en vue d'éradiquer le travail forcé, l'esclavage moderne et la traite d'êtres humains, et de mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes d'ici à 2025. Un autre partenariat a été présenté, qui a été noué entre l'OIT, l'OIM et la Fondation Walk Free afin d'établir des estimations mondiales sur l'esclavage.

David Schilling, Directeur de programme principal d'Interfaith Center on Corporate Responsibility, a parlé des mesures prises par son organisation depuis cinq ans pour réduire le travail forcé. Afin d'éliminer tous les frais supportés par les travailleurs, il a œuvré main dans la main avec des entreprises, des fournisseurs et des recruteurs. Grâce à leurs efforts collectifs, ils ont pu délivrer un même message. Son organisation compte actuellement plus de 300 collaborateurs institutionnels. Didier Bergeret, Durabilité sociale et Programme mondial de conformité sociale, Consumer Goods Forum, a présenté les activités que son organisation, qui compte 400 membres – entreprises, organisations multilatérales et gouvernements – met en œuvre pour éliminer le travail forcé et promouvoir le changement positif, estimant que tous les travailleurs migrants doivent jouir de la liberté de circulation (et ne pas subir de restrictions de la part des employeurs sous la forme d'abus, de menaces ou de confiscation de passeports), qu'aucun travailleur ne doit payer pour obtenir un emploi (les frais et coûts de recrutement doivent être supportés par l'employeur), et qu'aucun travailleur ne doit travailler sous la contrainte (chacun doit travailler de son plein gré). Actuellement, une grande partie des efforts visent le secteur des fruits de mer et celui de l'huile de palme en Asie, et plus particulièrement les opérations de la chaîne d'approvisionnement.

Liz Drew, Directrice principale par intérim chargée du développement, des politiques et des affaires extérieures à Heartland Alliance International, a parlé des partenariats multiformes noués par son organisation dans le monde entier pour renforcer la protection et rétablir les droits des groupes les plus vulnérables, comme les victimes de la traite, les enfants dans les situations de conflit et les migrants exploités.

Dans le même ordre d'idées, Ely Thelot, Président du Comité de lutte contre la traite des personnes, en Haïti, a dit que les efforts mis en œuvre par le Gouvernement de Haïti visent à remédier aux difficultés que rencontrent des milliers de migrants haïtiens exposés au risque de traite. Une meilleure coordination de la lutte contre la traite est nécessaire, mais elle ne saurait remplacer une stratégie à long terme pour contrer cette menace grave.

La migration n'est pas une crise mais une réalité que nous devons apprendre à gérer avec humanité, et les partenariats peuvent nous permettre de le faire. Raniero Guerra, Sous-Directeur général chargé du Groupe Initiatives spéciales à l'Organisation mondiale de la

Santé, a réitéré que la migration est un phénomène prévisible et non une crise. D'autres orateurs ont estimé qu'une crise migratoire peut déboucher sur des pratiques que les gouvernements pourraient mettre à profit pour gérer les migrations avec efficacité et humanité à l'avenir. Alejandro Solano Ortiz, Vice-Ministre des affaires étrangères du Costa Rica, a présenté une collaboration multinationale instaurée en 2013, quand de nombreux Cubains sont arrivés au Costa Rica. Cette collaboration a finalement transformé une crise politique potentielle en une action humanitaire et fondée sur les droits de l'homme destinée à protéger les migrants.

Julian Curi, Directeur adjoint national des migrations au Ministère de l'intérieur, des travaux publics et du logement de l'Argentine, a cité un autre exemple de gestion des migrations issue d'une crise humanitaire. La crise en République arabe syrienne a amené l'Argentine à porter assistance aux Syriens sous la forme de visas humanitaires d'une durée initiale de deux ans, pouvant être prolongés d'un an. Après quoi, les intéressés ont la possibilité de régulariser leur statut de manière permanente s'ils souhaitent séjourner plus longtemps en Argentine. Il s'agit là d'un régime de visa souple et humain, qui permet aux Syriens de réfléchir à l'éventualité d'un retour au pays – en cas d'amélioration de la situation – et requiert des partenariats car un visa n'est proposé que si des familles en Argentine acceptent d'héberger des réfugiés.

Pour Luai Turjiman, Président du Groupe de travail sur les migrations du Ministère des affaires étrangères de la Libye, la situation migratoire actuelle est aussi une réalité dont la communauté internationale doit être consciente. Pour relever les défis de la migration irrégulière, tels que la traite et le trafic illicite d'êtres humains, une coopération effective et globale s'impose. Créé en novembre dernier, le Groupe de travail sur la migration va dans ce sens, en coordonnant l'assistance technique et les conseils politiques sur les approches de la migration, et en servant de plateforme pour un dialogue constructif et l'élaboration de solutions pratiques en vue de promouvoir une gouvernance des migrations efficace et humaine. En ce qui concerne la coordination des efforts entre différents acteurs afin de garantir une gestion humaine des migrations, Grainne O'Hara, Directrice adjointe du Bureau du HCR à New York, a cité des exemples d'initiatives issues d'une collaboration entre le HCR et l'OIM, comme le mécanisme d'orientation qui vise à identifier, protéger et aider les migrants en situation de vulnérabilité. La réponse aux victimes de la traite élaborée conjointement avec l'OIM est un autre exemple de coordination d'efforts visant à pourvoir aux besoins de protection des migrants.

Conclusion

Ainsi que l'ont affirmé de nombreux Etats, les discussions menées lors de cette session de l'IDM ont nourri la réflexion sur les types de partenariats novateurs et ouverts à tous susceptibles d'être établis après l'adoption d'un pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Le présent résumé n'est pas exhaustif. Un rapport analytique complet sera élaboré, qui regroupera les conclusions des deux sessions du Dialogue international sur la migration prévues en 2018. Ce rapport apportera une contribution, entre autres, à la conférence intergouvernementale qui se tiendra normalement au Maroc la première semaine de décembre 2018, au cours de laquelle sera adopté un pacte mondial sur les migrations. Cette

conférence offrira l'occasion d'examiner les partenariats qui sont nécessaires pour mettre en œuvre un pacte mondial sur les migrations.

L'OIM tient à remercier les donateurs, en particulier le Gouvernement de l'Australie, pour leur généreux soutien à l'organisation de cette manifestation.